

# La Commission voit grand pour la zone euro

Union européenne Elle lance des pistes ambitieuses d'intégration plus poussée.

Éclairage Olivier le Bussy

La Commission européenne a fait preuve d'une prudence de Sioux en présentant, ce mercredi, son papier de réflexion sur l'approfondissement de l'Union économique et monétaire (UEM) : inutile de braquer d'emblée l'une ou l'autre capitale. "L'objectif n'est pas de venir avec un projet tout prêt, mais d'ouvrir le débat", commente une source européenne. Mais, dans le même temps, le document d'une grosse trentaine de pages ouvre d'ambitieuses pistes pour renforcer l'intégration économique, financière, budgétaire et politique de la zone euro à court avant 2019 et moyen – d'ici à 2025 – termes.

Les récentes crises financières et économiques ont jeté une lumière crue sur les béances dans la construction de la zone euro. Parant au plus pressé, les Européens en ont bouché certaines mais le chantier reste inachevé. "Nous ne devons pas et nous ne pouvons pas attendre une autre crise", a déclaré de son côté le vice-président de l'exécutif européen en charge de l'Euro, Valdis Dombrovskis, qui a présenté le rapport, en compagnie du commissaire en charge des Affaires économiques, Pierre Moscovici.

## 1 Quels sont les problèmes qui subsistent ?

La zone euro progresse lentement, mais sûrement sur le chemin de la reprise économique, mais certains de ses Etats membres – ceux du Sud, en particulier – restent à la traîne. D'où la nécessité, insiste M. Dombrovskis, "de réinitier la convergence" (un concept à affiner) des politiques économiques. "Le risque d'une zone euro à deux vitesses est réel, ses conséquences seraient graves", insiste Pierre Moscovici, évoquant l'accroissement

des divergences politiques et la montée des extrêmes.

L'exécutif européen souligne également l'obligation d'affermir la stabilité du système financier, ainsi que la capacité des Etats à résister à des chocs économiques pour ne pas voir se reproduire l'effet domino qui a alimenté les crises bancaires et de la dette.

## 2 Recyclage et idées neuves

La Commission ne part pas d'une feuille blanche. Son "papier" grossit la collection des textes sur le sujet. Du rapport du président du Conseil européen Van Rompuy en 2010 à celui des cinq présidents des institutions de l'UE de 2015 en passant par le *blueprint* de la Commission Barroso en 2012, les sources d'inspiration ne manquent pas.

Le duo Dombrovskis – Moscovici a d'ailleurs rappelé que certains travaux doivent être achevés, comme l'Union bancaire qui ne sera complétée qu'une fois dotée d'un Fonds de résolution et d'une garantie commune des dépôts.

Le document de l'équipe de Junker reprend et approfondit certaines idées déjà évoquées, telle la transformation du Mécanisme européen de stabilité en Fonds monétaire européen. On reparle aussi d'un Trésor de la zone euro qui exercerait la surveillance des politiques économiques et budgétaires des Etats. Parmi les autres fonctions que ce Trésor pourrait exercer à l'horizon 2020-2025, la Commission cite la gestion d'un mécanisme de stabilisation économique.

Complément des stabilisateurs nationaux, il pourrait servir de fonds de réassurance chômage, de fonds "des mauvais jours" et de système de protection de l'investissement. Un budget de la zone euro, dans les faits, même s'il est trop tôt pour le dire haut et fort.

Précision de Pierre Moscovici :

"Nous savons que cela ne peut pas être un mécanisme de transfert (entre Etats membres) permanent". La Commission s'est d'ailleurs gardée de remettre sur la table le projet de mutualisation de la dette des Etats de la zone euro sous forme d'euro-obligations – un tabou pour l'Allemagne.

En revanche, afin de réduire l'exposition des banques aux obligations souveraines, la Commission émet l'idée de créer "un actif européen sans risque" (un panier d'obligations nationales) comparable aux bonds du Trésor américain. "La responsabilité et la solidarité; la réduction des risques et le partage des risques, tout doit aller de pair", affirme M. Dombrovskis. Manière de dire – sans le dire – que jusqu'ici, l'approche, calquée sur la vision de Berlin, était déséquilibrée.

Enfin, la Commission a planché sur la réforme de la gouvernance de la zone euro, jugée, à raison, trop peu démocratique. La proposition est de transformer l'Eurogroupe, cercle informel des grands argentiers de la zone euro, en institution à part entière, qui devrait répondre au Parlement européen. Son président permanent serait aussi membre de la Commission. Soit un ministre des Finances de la zone euro, qui serait le pendant de ce qu'est la Haute représentante Mogherini pour la politique étrangère.

## 3 Un climat politique favorable. A priori.

"Il y a une fenêtre d'opportunité politique", estime Pierre Moscovici. Le

**"Le statu quo n'est pas une option."**

**Pierre Moscovici**  
Commissaire en charge des  
Affaires économiques.

Brexit et l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis ont un effet d'électrochoc sur les dirigeants européens, plus enclins à parler d'intégration.

Le nouveau président français Emmanuel Macron se pose en Européen volontariste. Paris et Berlin ont d'ailleurs lancé de leur côté un processus de réflexion commun de réforme de la zone euro et le prochain chancelier, qu'il s'agisse d'Angela Merkel ou de Martin Schulz, aura un profil européen. Même si, pour l'heure, l'Allemagne, comme les Pays-Bas ou la Finlande, fait primer le respect des règles existantes sur la création d'instruments de solidarité. L'Espagne, l'Italie et les pays du Benelux semblent disposés à aller de l'avant. Jusqu'où ? Là est la question.

De sérieux obstacles subsistent. "A part le Danemark, tous les Etats membres ont vocation à rejoindre la zone euro", le moment venu, a rappelé M. Dombrovskis. Oui mais : la Pologne, la Hongrie et la République tchèque ne sont guère empressées, sans parler de la Suède. Or ces pays redoutent qu'une intégration plus poussée de l'UEM les relègue au rang d'Etats membres de second plan.

Ensuite, les propositions les plus ambitieuses avancées par la Commission nécessiteraient un changement de traité, perspective qui ne suscite pas un fol enthousiasme, vu le caractère périlleux de l'opération.

Le papier de la Commission augure-t-il d'un Big Bang ou ne sera-ce qu'un pétard mouillé ? Les prochains mois donneront les premiers éléments de réponse. "Le statu quo n'est pas une option", prévient, Pierre Moscovici.